Pour sortir le parti de la crise, il faut porter un projet révolutionnaire

La nécessité de refonder le NPA

Notre parti est en crise. Un peu plus de cinq ans après sa fondation, nos effectifs ont été divisés par 4 et notre audience a fondu comme neige au soleil. Le bilan est donc calamiteux. Pourtant, le noyau dur de la direction estime que notre orientation est la bonne, et qu'il n'y a rien de fondamental à changer. Notre reflux serait en premier lieu le reflet d'une situation objective difficile sur laquelle nous n'aurions guère de prise. La crise favoriserait mécaniquement le FN et, en attendant des jours meilleurs, l'heure serait encore et toujours à interpeller nos partenaires potentiels pour la construction d'une opposition de gauche. Nous pensons au contraire que c'est cette politique de la direction qui explique en grande partie l'échec du NPA.

Il était positif de vouloir élargir la LCR au moment où elle avait un certain écho. Cela avait permis de rassembler un nombre significatif de primo-militants et de groupes politiques aux origines différentes. Mais il fallait engager vraiment les discussions stratégiques, qui s'imposaient d'autant plus dès les premières élections, dès la confrontation avec le Front de Gauche, dès le grand mouvement de grève de 2010… Au lieu de cela, la direction a fait par en haut une synthèse floue (principes fondateurs), ce qui n'a pas permis de dégager un programme et une intervention pratique commune. Les débats de fond entre les principaux courants sont restés largement dans le non-dit, entraînant de plus en plus de tensions personnelles et d'écœurement de militants.

Notre ligne n'est pas apparue vraiment distincte de celle du FDG, et notre attitude bancale vis-à-vis de l'unité électorale est restée incompréhensible. Non seulement nous n'avons pas pu avoir d'influence sur la lutte de classe, mais le centre de gravité s'est déplacé vers les mirages réformistes. Dans ces conditions nous avons perdu beaucoup de militants que nous aurions pu convaincre, partis souvent sur la pointe des pieds.

Néanmoins, le NPA n'est pas mort. Mais il est en sursis. Beaucoup de militants sont découragés et démotivés par l'ampleur de la tâche à accomplir avec des moyens de plus en plus réduits ce qui compromet gravement sa capacité d'action sur le terrain. Pour susciter l'envie de militer, et donc donner envie à nos contacts de nous rejoindre, il faut être porté par un projet ambitieux, radical et concret. L'anticapitalisme est une posture de refus. Il faut désormais aller plus loin et donner une identité positive à notre parti, et non s'arc-bouter au projet originel du NPA, qu'il faut aujourd'hui dépasser. La nécessité d'un tel dépassement découle d'ailleurs de la définition même du NPA comme « parti processus ». Plus de cinq années d'expérience commune doivent à notre avis nous amener à sortir du statu quo et à transformer le NPA en parti révolutionnaire des travailleurs.

Un profil « anti-système » et un projet politique communiste révolutionnaire

Depuis déjà 20 ans, il y a une tendance au rejet des deux principaux partis capitalistes (PS et UMP) qui prêchent la soumission à ce système en crise. Qui va en profiter, ce n'est pas écrit d'avance. Après des succès de l'extrême gauche (LO puis LCR), c'est le FN qui progresse le plus parmi les travailleur-se-s et les jeunes. Il s'appuie à la fois sur son image anti-système, et sur un programme qu'il élabore et qu'il martèle. En face, nous n'avons véritablement ni l'un ni l'autre.

Le FDG capte une petite partie de cette radicalisation (surtout parmi les couches moyennes et supérieures du salariat), mais il est en même temps un obstacle à un vrai regain de conscience de classe, avec son ancrage très fort dans les institutions et ses mesurettes. Il est donc urgent de faire la démonstration que nous avons un projet substantiellement différent du sien. Dans nos interventions médiatiques notamment, ne mettons plus sur le même plan LO et le FDG, et arrêtons de citer avant tout comme désaccord notre rapport au PS. Non seulement cela masque les désaccords essentiels, mais cela ne convaincra quasiment personne. En effet, si les travailleurs auxquels on s'adresse ont l'impression qu'on défend sur le fond grosso modo la même chose que le FDG, alors ils se tourneront vers la force la plus importante, le FDG, même s'il est moins clair que nous sur ses rapports au PS.

Laissons l'« Opposition de gauche » et le « gouvernement anti-austérité » au FDG

Le FDG veut rompre avec l'austérité sans rompre avec le capitalisme, en menant une politique économique antilibérale fondée sur la redistribution, les dépenses publiques, et la création monétaire. Nous savons par expérience (échec de la relance de 1981, etc.) que c'est impossible et nous devons être capables de le démontrer. Il nous faut expliquer que la seule alternative aux politiques d'austérité exige d'en finir avec le capitalisme, c'est-à-dire d'exproprier les grands groupes capitalistes et de concentrer entre les mains des travailleurs le pouvoir politique et économique. Nous prônons l'auto-organisation des travailleur-se-s, en incompatibilité totale avec les illusions que véhicule le tribun Mélenchon sur l'État capitaliste.

En mettant en avant « l'opposition de gauche » ou le « gouvernement anti-austérité », on fait volontairement l'impasse sur la question des moyens à mettre en œuvre pour en finir avec l'austérité et l'exploitation. La direction, obsédée par le risque de marginalisation, met en avant une formulation des orientations sciemment FDG-compatible et renonce ainsi au combat politique contre les fausses solutions réformistes. Avec l'idée confortable mais fausse que les gens n'ont pas envie d'entendre parler de ces choses complexes et qu'il est plus habile de ne pas en dire trop sur notre projet pour élargir notre audience. La crise du mouvement ouvrier est telle qu'on ne pourrait pas se permettre de mettre en avant un projet politique trop ambitieux. Nous

pensons exactement le contraire : non seulement il ne faut pas leur mentir mais il faut aussi les encourager à lutter. Les gens, comme ils disent, sont en quête de réponses politiques crédibles. Ils en ont marre des postures et des slogans. C'est en défendant un projet politique cohérent et ambitieux que nous ferons venir des gens à nous, que nous susciterons un désir de militer au sens plein du terme, conciliant réflexion et action.

Nous ne sommes pas à la gauche de la gauche, mais contre le système

Pour la grande majorité des travailleur-se-s, le clivage gauche/droite n'a plus aucun sens, et il ne devrait plus en avoir pour nous non plus. Ce clivage parlementaire et institutionnel sur une scène politique en décomposition ne recoupe plus des différences de contenu. Gauche et droite sont les deux faces de la bourgeoisie, et de ses politiques d'austérité qui s'accroissent avec l'approfondissement de la crise. Nous devons être les porte-voix de celles et ceux qui rejettent profondément ce système et ce spectacle répugnant d'acteurs qui font mine de s'opposer alors qu'ils sont d'accord sur l'essentiel : exploiter à fond les travailleur-se-s pour leur plus grand profit. Nous devons aussi savoir dénoncer clairement les directions réformistes du mouvement ouvrier (PC, PG et directions syndicales). Même si on ne peut pas les assimiler aux partis bourgeois (PS, UMP, FN…) en raison de leur nature contradictoire – elles prétendent représenter et agir en faveur des travailleurs, mais à l'intérieur du cadre capitaliste – elles sont ainsi des rouages fondamentaux du système qui cherchent à neutraliser la colère des travailleurs dans des voies sans issue.

Nous devons être le parti des exploités, des opprimés, qui n'ont que faire des codes de bonne conduite de la bourgeoisie prédatrice et de ses laquais. C'est en ayant ce profil « anti-système » que nous pourrons espérer avoir l'écoute des travailleurs, en articulant ce rejet du système (dans toutes ses composantes) avec la défense d'un projet communiste révolutionnaire.

Programme d'urgence ou programme de transition ?

Notre programme politique ne doit pas se résumer à un catalogue de mots d'ordre (programme d'urgence), qui ne peuvent qu'apparaître abstraits et donc non crédibles si nous n'expliquons pas les moyens qu'il faudra mettre en œuvre pour les réaliser. Il faut renouer avec une logique transitoire, c'est-à-dire articuler les mots d'ordre à la nécessité d'un gouvernement des travailleurs eux-mêmes, qui exproprierait les grands groupes capitalistes, pour les imposer. Ce n'est pas en alimentant les illusions sur les possibilités d'obtenir une loi pour interdire les licenciements que nous paraîtrons plus réalistes. Si des luttes dans le cadre du système peuvent permettre d'obtenir des avancées, celles-ci sont d'autant plus fragiles et difficiles à arracher que le capitalisme est englué dans une crise profonde. Les capitalistes ont très peu de marges de manœuvres pour céder quoi que ce soit. De véritables avancées pour les travailleurs nécessitent donc d'en finir avec le capitalisme, et donc de faire la révolution. Il n'y a

pas de phase intermédiaire possible, celle d'un hypothétique gouvernement anti-austérité, qui préparait une étape ultérieure spécifiquement anticapitaliste et socialiste.

Osons promouvoir notre idéal communiste !

Le programme révolutionnaire est centré sur la question de la transition entre la société actuelle et la société que nous voulons construire. La défense d'un programme révolutionnaire va donc de pair avec la mise en discussion de l'idéal que nous cherchons à atteindre. Il faut réhabiliter de joli nom de « communisme » qui exprime à la fois le « mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses » et la finalité d'une société sans classe qui vise l'émancipation intégrale des individus. Notre projet ne vise pas « simplement » à répartir les richesses autrement, il vise à transformer en profondeur les rapports de production et l'ensemble des rapports sociaux pour permettre d'en finir avec l'exploitation et toutes les aliénations (aliénation au travail, aliénation consumériste, etc.).

Osons donc, pas seulement en cénacle, mais dans notre expression publique, parler de la nouvelle société dont nous rêvons en la plaçant en perspective et au delà de nos revendications immédiates. Non pas en la détaillant de manière arbitraire, mais en en dessinant les contours : osons parler d'autogestion, conseils de quartiers, d'usines, de villages, osons évoquer le remplacement des dirigeants par des délégués, osons ! Nous avons tout à y gagner

Tactique de front unique ou front social et politique avec les réformistes ?

L'unité n'est pas un principe, mais une tactique reposant sur la nécessité de mobiliser le plus largement possible les travailleurs sur la base de mots d'ordre précis et concrets. Il est donc juste de s'adresser à l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier, et donc prétendant défendre les intérêts des travailleurs, pour agir ensemble sur des objectifs communs. Mais le front unique n'est pas :

- *un front programmatique :* nous ne pouvons pas signer un texte commun qui inclut des positions contraires aux nôtres. L'accord sur une revendication commune ne doit pas nous faire changer de discours ! L'unité doit se faire sur ce qui fait accord, en laissant de côté tout qui fait désaccord. Par exemple nous devons mobiliser ensemble contre les mesures d'austérité, mais sans en appeler à la « relance » pour sortir de la crise ou à une « vraie politique de gauche ».
- *un front sans contenu :* les appels vides et creux ne servent à rien, sauf à entretenir la confusion, à désarmer les travailleurs, et à apporter notre caution à la politique des réformistes. Quand un appel commun ne se prononce pas (ou est volontairement flou) sur les questions clé d'une mobilisation, nous ne devons pas le signer, car il est facteur de démobilisation et fait le jeu des bureaucraties réformistes
- *un front permanent avec les réformistes :* notre stratégie révolutionnaire rend

impossible tout accord durable avec les réformistes. Si des accords ponctuels sont possibles, un front permanent ne pourrait se faire qu'au prix d'un abandon de nos positions politiques fondamentales
- *un front pacifié :* ne devons pas nous abstenir de critiquer nos partenaires sous prétexte que nous agissons ensemble. Nous devons au contraire pointer du doigt leurs manquements, leurs ambigüités, leurs trahisons, en combinant interpellation et dénonciation en fonction des expériences qui sont vécues par celles et ceux qui luttent.
- *un front électoral :* les élections n'étant pour nous qu'une tribune permettant d'utiliser les rouages bourgeois pour populariser les idées révolutionnaires, hors de question de diluer ces idées et de gâcher ainsi l'occasion de nous faire connaître et de rendre notre parti attractif

Promouvoir un marxisme vivant et s'emparer de toutes les questions

Une partie de la direction sortante aimerait réduire son opposition interne à la juxtaposition de groupes dogmatiques, sectaires, ouvriéristes, gauchistes, récitant le catéchisme trotsko-trotskyste, défendant un marxisme rabougri incapable de saisir la complexité et la nouveauté de la situation. Cette façon de poser le débat, opposant « ouverts » et « sectaires », est une stigmatisation appauvrissante et dépolitisante. Faute d'être capable d'une discussion sérieuse, elle esquive les débats de fond et nourrit les tensions inter-individuelles. Ainsi, elle dépolitise complètement les militants qui ont pourtant besoin d'être armés pour l'action. Or, loin de vouloir nous replier sur une citadelle trotskyste, nous nourrissons le projet d'un parti qui n'évacue aucune problématique, et qui discute sans tabou. Et donc en position d'héritiers (et non de rentiers) d'une tradition marxiste révolutionnaire, qu'il nous faut critiquer et actualiser en permanence. Mais nous refusons aussi l'éclectisme à la mode et nous pensons que pour transformer le monde il faut se fixer démocratiquement des orientations communes, les appliquer ensemble, et en tirer des bilans.

Reprendre le meilleur des traditions du mouvement ouvrier

« *Notre logique politique, c'est de prendre le meilleur des traditions du mouvement ouvrier* » disait Olivier Besancenot lors du congrès de fondation. Nous sommes d'accord, à condition de mener la discussion sur ce qu'est le « meilleur » de ces traditions, ce qui n'a jamais été fait dans le parti, faute de quoi cette formule est restée un effet d'annonce. Pour nous, le « meilleur », ce n'est pas seulement la tradition trotskyste, dont il faut faire un bilan critique, mais aussi beaucoup d'aspects d'autres traditions révolutionnaires.

Par exemple, il y a beaucoup de leçons à tirer des positions de la première opposition de gauche, au printemps 1918, dans le parti bolchevik (*cf.* l'ouvrage en français sur les numéros de la revue Kommunist :

http://www.collectif-smolny.org/article.php3?id_article=1483) : critique du taylorisme, du bureaucratisme naissant dans le parti, de la coupure entre parti et soviets, etc. D'un autre côté, il nous semble aussi utile de discuter et de faire une critique radicale de toutes les idéologies réformistes qui visent à enfermer le prolétariat dans une logique institutionnelle.

Déconstruire le discours antilibéral et promouvoir une analyse marxiste de la crise

Notre dernier congrès avait discuté et voté une analyse marxiste de la crise : « *la crise n'est pas due à des politiques économiques 'absurdes', mais à la baisse des taux de profit* » ; « *la 'solution' capitaliste à la crise passe donc par le redressement des taux de profit, combinant destruction de capital et augmentation du taux d'exploitation* » ; « *L'augmentation des salaires, de la protection sociale, des dépenses publiques pour renforcer et développer les services publics ne sont donc pas une 'solution' à la crise capitaliste* ».

Force est de constater que la direction du parti refuse obstinément de porter cette analyse et défend au contraire une analyse keynésienne ou sous-consommationniste de la crise. Partout, elle explique que les politiques d'austérité compriment le pouvoir d'achat des travailleurs, ce qui réduit la demande et provoque une crise de surproduction. Cette analyse est celle du Front de gauche, et elle est le fondement théorique de ses solutions antilibérales : il faudrait augmenter les salaires et les dépenses publiques pour augmenter le niveau de la demande et sortir de la crise de surproduction.

Il sera nécessaire au congrès d'avoir à nouveau la discussion en profondeur afin que chacun s'approprie les enjeux et que les résolutions de l'instance souveraine du parti soient respectées. Cette discussion est fondamentale, car il s'agit de se doter d'une analyse économique marxiste qui démontre la nécessite de sortir du capitalisme pour sortir de l'austérité. Il ne s'agit pas d'un supplément d'âme ou d'un débat entre « experts », mais d'un enjeu central de notre combat politique.

Lever les tabous de la gauche anticapitaliste : repenser notre rapport à l'UE et au libre-échange

Lors de la campagne des européennes, notre parti a adopté une orientation qui fait l'impasse sur la nécessité de rompre avec l'Union européenne. Pire, il associe l'idée de la sortie de l'UE ou de l'euro au Front national. C'est une grave erreur d'orientation qui laisse au FN le monopole d'une posture anti-UE. Derrière cette erreur, il y a le présupposé que tout dépassement des frontières nationales serait progressiste, permettant de développer les forces productives, et que notre rôle serait de parachever l'œuvre commencée par les bourgeoisies d'Europe. C'est une façon de penser, héritière d'un marxisme mécanique, aveugle aux reculs immédiats qui sont imposés aux

travailleur-se-s d'Europe. Il est nécessaire de rompre avec cette culpabilisation permanente qui vise à faire passer tous les opposants à l'UE pour des affreux réactionnaires, ce qui fait le jeu du FN. Il faut assumer clairement la nécessité de rompre clairement avec l'UE, ses traités, sa monnaie si on veut rompre concrètement avec le capitalisme et s'engager dans une construction socialiste.

Nous devons également être des opposants déterminés au libre-échange (des marchandises et des capitaux) qui vise à lever toutes les entraves au pouvoir du capital et à exacerber la concurrence entre les travailleurs pour détruire les acquis sociaux. LO nous montre ce qu'il ne faut surtout pas faire en nous expliquant que l'UE, le TAFTA (traité transatlantique) ne sont que des épiphénomènes contre lesquels il ne faut surtout pas lutter parce que cela nous détournerait de la « lutte contre le capitalisme ». Comme si le capitalisme ne s'incarnait pas dans des institutions qu'il faut absolument combattre sauf à mener un combat purement rhétorique et abstrait contre le capitalisme. Nous ne devons pas être indifférents aux armes dont se dotent la bourgeoisie pour nous combattre. Cela n'implique absolument pas que nous défendions une solution « nationale » ou « protectionniste » dans le cadre du capitalisme.

Intégrer les luttes spécifiques à notre combat communiste

Même si nous ouvrons ce débat sur les points qui recouvrent les désaccords stratégiques identifiés, ce texte ne constitue bien sûr pas un programme exhaustif. D'autres points méritent d'être développés : la lutte contre l'impérialisme français et ses guerres de redéploiement, le racisme anti-Roms, l'islamophobie, l'oppression des LGBTI, notre intervention dans les luttes féministes, ou encore les luttes écologistes.

En tant que militants en faveur d'une société permettant l'émancipation la plus complète, ces questions doivent être comprises comme parties intégrantes de notre combat révolutionnaire. Cette intégration ne doit pas être faite de façon artificielle et dogmatique, mais par de vraies expériences et élaborations, qui sur beaucoup de sujets restent à faire ou sont insuffisamment prises en charge.

Dans l'extrême gauche en France, le NPA est le parti qui intervient le plus sur les questions autres que purement économiques, et c'est un acquis très positif. Mais nous pensons que pour dépasser la simple juxtaposition de préférences d'intervention, et véritablement « faire parti », l'élaboration d'un programme révolutionnaire global et cohérent est nécessaire.

Prioriser l'intervention sur les lieux de travail et prendre des initiatives pour constituer un courant intersyndical lutte de classe face aux directions

syndicales

Il n'est bien entendu pas question de négliger tous les autres secteurs d'intervention. Mais nous devons nous construire davantage sur les lieux de travail. En intervenant auprès de nos collègues de travail, autant que possible en tant que militants politiques, partout où nous en avons la force. Nous devons faire le maximum pour avoir une intervention politique en direction de nos collègues de travail. La grève, c'est-à-dire le blocage de l'activité économique, reste le moyen décisif dont disposent les travailleurs pour s'opposer au patronat et au gouvernement. Le parti doit donc coordonner l'activité des militants sur les lieux de travail, en premier lieu à l'intérieur des syndicats. La récente grève de la SNCF a montré l'utilité pour les militants d'un secteur de se coordonner, et les précieux point d'appui que sont les positions des révolutionnaires dans les syndicats.

Les bureaucraties syndicales sont vautrées dans le « dialogue social » et le confort qui va avec. Certaines promeuvent directement les pires contre-réformes (comme la CFDT qui appuie le pacte de responsabilité) pendant que les plus « radicales » passent leur temps dans les salons ministériels ou patronaux, et s'acharnent à empêcher l'émergence de grèves puissantes. Quand celles-ci apparaissent malgré tout, elles n'ont de cesse de chercher à les isoler, à les saucissonner, et donc à les neutraliser, pour que tout rentre dans l'ordre.

Chacun ressent donc la nécessité de s'organiser, à l'intérieur des syndicats, face aux bureaucraties syndicales. Pourtant, aucune initiative concrète n'a été prise par la direction du parti en 5 ans d'existence. Pire, elle a même donné des gages de « bonne conduite » aux bureaucraties syndicales pour ne pas trop se fâcher avec elle : à la veille du mouvement des retraites de 2010, le NPA est allé jusqu'à dire à la CGT : « *le NPA a tenu à dire à la CGT que sa crainte de construction d' un courant NPA dans la CGT, était sans fondement* » (http://www.npa2009.org/content/communiqué-du-npa-rencontre-npa-cgt). Ce souci de ménager nos bonnes relations avec l'ensemble des militants (et de ne pas entrer en conflit avec les bureaucrates) l'a donc emporté sur la nécessité de constituer enfin un courant organisé dans les syndicats avec les militants les plus radicaux. C'est à notre sens une erreur profonde. Un tel courant devrait être capable d'agréger les militants et équipes qui agissent avec une orientation de lutte de classe, incluant le combat contre l'orientation des bureaucrates, pour la réappropriation des syndicats par les travailleurs. Un tel courant devrait regrouper les militants et équipes de lutte de classe au-delà des différentes sensibilités politiques. Le NPA n'a certes pas le pouvoir d'en décréter l'existence, mais nous avons les moyens de prendre des initiatives publiques concrètes pour avancer dans ce sens.

Sortir des réponses ambiguës ou partiales, des

logiques de tendance bloquées, des appels creux à l'unité : seul un véritable débat peut nous faire avancer ensemble

Des premiers textes et des premiers échanges ont eu lieu lors de la commission de congrès du 28 juin. Au sein de la majorité, des doutes apparaissent sur la ligne politique du NPA. Yvan, par exemple, écrit : « *L'opposition de gauche existe, son contenu ne répond pas à ce pourquoi nous nous sommes battus et il devient nécessaire de réfléchir collectivement à une reformulation de notre démarche* », avant d'ajouter aussitôt « *Il ne s'agit pas de rompre avec elle mais bien d'en préciser le contenu politique* ». Yvan perçoit bien le problème de l'utilisation de l'expression « opposition de gauche », mais il n'en tire pas de conséquence claire. Alors qu'il disait, avec Cathy, qu'il fallait « *mettre au cœur de notre travail le réarmement programmatique et politique du NPA* », nous attendons toujours les pistes qu'ils proposent. Yvan s'appuie en outre sur le rapport de forces dégradé pour nous mettre en garde contre tout « radicalisme incantatoire ». Or, si notre projet politique apparaît aujourd'hui comme incantatoire, ce n'est pas en raison d'une trop grande radicalité, mais parce que des réponses éparses, des mots d'ordre, ne constituent pas un programme global et cohérent.

Nous partageons un grand nombre de positions communes avec les camarades du courant « Anticapitalisme et Révolution » (A&R) et du CCR : sur notre rapport au Front de gauche ou pour prioriser l'intervention sur les lieux de travail. Nous pensons cependant que tourner le parti vers les luttes et la classe ouvrière, est une condition nécessaire mais pas suffisante pour nous construire parmi les travailleurs. L'exemple de Lutte ouvrière le démontre. Il est essentiel, d'une part de porter publiquement un projet politique révolutionnaire convaincant, radicalement différent de celui du FDG, et d'autre part, de prendre des initiatives pour structurer une opposition syndicale contre les bureaucrates. La discussion doit se poursuivre, mais nous pensons que focaliser la discussion sur les champs d'interventions est trop limitatif et nous expose à un risque de dépolitisation et de parasyndicalisme. Le contenu des tracts, les positions politiques que nous prenons et en particulier que nos porte parole défendent, tout cela a aussi un impact sur notre construction. Par ailleurs, la conviction qu'il faut prioriser l'intervention sur les lieux de travail n'est pas un dogme, elle doit découler de la conviction que le prolétariat peut s'auto-organiser et renverser le capitalisme.

Tendance CLAIRE, le 17 juillet 2014